

L'économie et la société ont besoin de l'immigration

Dans son dixième rapport de l'Observatoire, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a dressé une nouvelle fois un bilan des conséquences pour le marché suisse du travail de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE. Il en ressort, entre autres, que l'immigration a permis à l'emploi de connaître en Suisse une croissance supérieure à la moyenne et qu'elle a soulagé les comptes de nos assurances sociales. L'Union patronale suisse est ainsi confortée dans sa conviction que notre pays a besoin de l'immigration.

Le 10^{ème} Rapport de l'Observatoire sur l'Accord de libre circulation (ALC) entre la Suisse et l'UE présente un bilan positif, aujourd'hui comme hier, des effets de l'immigration sur le marché suisse du travail. Sur les douze dernières années, l'accès facilité du potentiel de main-d'œuvre dans la zone de l'UE s'est traduit en Suisse par une forte progression de l'emploi. Inversement, le niveau du chômage ne s'est guère modifié depuis l'entrée en vigueur de l'ALC. Le rapport relève également une croissance des salaires réels nettement plus forte que dans les années 1990.

Le travail, principal motivation des immigrants

Au chapitre des assurances sociales, on constate d'une part que la forte immigration de ces dernières années – en 2013, on a enregistré 66 200 immigrants provenant de la zone UE/AELE, soit un total de 88 000 personnes avec les ressortissants d'Etats tiers – a ralenti le vieillissement de la population et allégé les comptes des assurances du premier pilier, financé par répartition. D'un autre côté, il a certes entraîné un léger coût supplémentaire pour l'assurance-chômage, mais qui reste dans les limites prévues avant l'entrée en vigueur de l'ALC.

Dans l'exposé qu'il a prononcé devant les médias en marge de la présentation du rapport de l'Observatoire, Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse, a mis en évidence trois caractéristiques de l'immigration actuelle: d'abord, le fait que, à la différence des années 1990, le principal motif de la plupart des immigrants est aujourd'hui la recherche d'une activité lucrative, et que, par ailleurs ceux-ci sont généralement bien mieux formés qu'autrefois. Ensuite, la pénurie aiguë de main-d'œuvre que l'on observe dans la quasi-totalité des branches montre bien l'incontournable nécessité où se trouve la Suisse de compter sur l'immigration. «Nous soutenons les efforts de la Confédération visant à promouvoir le potentiel de travail indigène, mais nous ne savons pas si et jusqu'où il sera possible de tirer parti de ce potentiel», a nuancé M. Müller. On doit donc s'attendre à ce que, même s'il pouvait être exploité à fond, il demeure incapable de remplacer l'actuelle immigration en Suisse.

Troisièmement, les conséquences négatives de l'immigration de ces 10 à 15 dernières années – par exemple en termes d'évolution des salaires ou de chômage – ont été limitées. Pour M. Müller, le rapport confirme ce que l'économie met en exergue depuis longtemps,

à savoir que l'économie helvétique – comme l'ensemble de notre société – a besoin de l'immigration, notamment d'une immigration constituée de personnes qualifiées et prêtes à s'investir.

Mise en garde contre la politique migratoire des années 80 et 90

Dans la perspective de la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse et du rétablissement d'un système de contingents, l'Union patronale suisse estime donc qu'il faut maintenir le régime d'immigration que nous avons pratiqué ces 15 dernières années. Car le modèle d'immigration des années 1990 présentait des lacunes du point de vue économique comme sur le plan social.

Face à cette «tâche herculéenne», les partenaires sociaux sont également sollicités, comme aux titres de l'optimisation de l'application de la libre circulation des personnes et des mesures d'accompagnement. Roland A. Müller les a exhortés à s'impliquer sincèrement dans la recherche d'un consensus. «Il faut un effort commun pour obtenir des solutions constructives, qui soient économiquement et judicieuses et acceptées par la société et l'économie», a-t-il souligné. (UPS) ■

www.seco.admin.ch



Pour suivre les prises de position et les activités de l'Union patronale suisse, abonnez-vous à notre news service.